

L'ÉLECTION DU 10 MAI

Une illusion pour le maintien
du statu quo

Les élections législatives du 10 mai ne sont pas une échéance ordinaire pour admettre l'argument de la neutralité et de l'impartialité, subitement retrouvées, d'une administration zélée et mobilisée, un demi-siècle durant, au service de la fraude et du bourrage des urnes. Les compromis, dont l'opposition a dû s'accommoder par le passé, ne peuvent être invoqués aujourd'hui pour justifier une participation légitimement décriée par le citoyen comme une compromission.

En effet, le mot d'ordre que colportent les partis de «l'alliance présidentielle» et ses relais (PT, FFS et les virtuels partis maison nouvellement agréés) se dévoilent au grand jour : «le scrutin sera libre et transparent», «il faut voter massivement pour éviter la fraude», «deux commissions dont une est composée de magistrats sont chargées d'assurer la régularité du scrutin et de faire face aux fraudes massives du passé...», est une illusion supplémentaire qui n'est pas recevable dans le contexte sociopolitique chaotique actuel.

C'est, aussi, une supercherie qui signe de façon irréfutable la compromission de ceux qui prennent part à ce simulacre qui vise exclusivement le maintien du statu quo par la remise en selle d'un pouvoir hégémonique, illégitime, gangrené par la corruption et plus que jamais isolé.

C'est un lieu commun de signaler que depuis treize années, et en dépit d'une conjoncture interne et externe des plus favorables et des revenus financiers sans précédent, l'Algérie n'a trouvé ni équilibre politique ni stabilité institutionnelle ni prospérité économique ni progrès social ni sécurité. Les fraudes électorales rédhibitoires et la tribalisation des institutions, désormais publiquement assumée, ont fini de disqualifier l'Etat.

Comme à chaque fois, le RCD a assumé ses options et ses responsabilités en conformant ses actes politiques à ses principes et son devoir patriotique.

Il a un bilan de l'œuvre de ses parlementaires et de sa gestion locale des plus honorables. La pertinence et le travail de ses députés, la stabilité de ses APC, quand elles ne sont pas illégalement déstabilisées comme ce fut le cas à Bérianne, Beni Abbes..., la crédibilité de l'APW qu'il préside et le dévouement et la détermination de ses élus l'autorisent à concourir dans une élection normale, c'est-à-dire libre, transparente et régulière, sans aucune appréhension.

Or, s'agissant du scrutin du 10 mai, il se trouve que :

- Nous sommes à quinze jours de l'opération de vote et on ne peut pas dire que le peuple algérien manifeste un quelconque enthousiasme ou soit à l'écoute des agitations pathétiques des candidats. Pour l'instant, c'est l'inverse qui se produit : les rencontres organisées à cet effet sont désertées sinon rejetées et chahutées par des jeunes, en mal de vivre et plus que jamais décidés à en découdre avec le régime. La suspicion et la perte de confiance qui caractérisent la relation gouvernants-gouvernés ne cesse de s'exacerber.

- Plus grave, la situation générale s'est détériorée sur tous les plans : les libertés collectives et individuelles conquises de haute lutte par la génération d'après-guerre sont fragilisées, le monde du travail est poussé à bout, la jeunesse est davantage marginalisée, la justice est instrumentalisée et ses auxiliaires publiquement admonestés par la police pour avoir revendiqué légitimement leurs droits socioprofessionnels, les médias publics sont privatisés, les associations crédibles et représentatives de la société civile sont menacées dans leur existence et toute manifestation pacifique est interdite pendant que la



Photo : Samir Sid

pauvrisation gagne des pans entiers de la société et le revenu national concentré au profit d'une minorité rentière, exposant de ce fait la Nation à des développements incertains sur fond de fractures politique, sociale, idéologique et générationnelle.

- Après avoir mené le pays dans l'impasse, le pouvoir reste inexorablement préoccupé par sa seule survie. Il s'apprête à reconduire et à consolider son emprise sur la société à travers un scrutin dont la fraude est le mode opératoire historique et la distribution des quotas l'objectif politique qui atomise et asservit le Parlement et, au-delà, la classe politique.

Les signes annonciateurs sont, on ne peut plus, clairs :

«Le fichier électoral est une gigantesque usine à gaz», pour paraphraser D. S. Sadi dans son discours d'ouverture de la session du Conseil national du 17 février 2012 qui avait adopté la décision du boycott du scrutin du 10 mai. Au mépris de toute norme démographique, plus de quatre millions de nouveaux électeurs sont péremptoirement annoncés par le ministère de l'intérieur. Aucune statistique ne peut justifier un tel surcroît en moins de trois ans pour une population 35 millions d'habitants, d'autant que l'inscription sur les listes électorales est un acte volontaire.

Le rajout des militaires sur le fichier de leurs zones d'affectation, sans présentation préalable de leur radiation de leurs lieux d'origine et en dehors des délais légaux prévus pour les révisions périodiques, est un autre élément qui rajoute de la confusion à un fichier électoral national déjà illisible. Ce fichier exige, en tout état de cause, un assainissement sérieux par une commission indépendante composée d'experts et de personnalités compétentes et crédibles avant toute opération, à l'instar de l'exemple du Sénégal et de la Tunisie.

Les commissions présidées par les magistrats sont un autre motif d'inquiétudes et de réticences, compte tenu de la domestication de l'institution judiciaire.

A l'heure actuelle, nonobstant les abus enregistrés ici et là et relayés par la presse écrite, aucun juge n'a osé invalider les listes des militaires inscrits hors délais ni exiger d'eux leur radiation de leurs communes d'origine comme le stipule le code électoral.

Dans la confection des listes, l'attitude de l'administration réduite à une officine de marchandage, illustre l'indignité annoncée de ce scrutin. Les ventes aux enchères des premières places sur les listes, l'achat de signatures, l'homologation de dossiers incomplets ont été rapportés par la presse.

Nul doute que l'argent sale et le népotisme ostentatoire qui n'ont épargné aucune liste, y compris les partis traditionnels, participent de la volonté de polluer et de discréditer pour mieux tenir la classe politique.

Les agréments octroyés pour la circonstance à de nouveaux partis animés par des individus connus pour leur implication dans des détournements et scandales financiers s'inscrivent dans la même démarche. De plus, il faut relever qu'au niveau régional et local, des responsables se vantent ouvertement de la manipulation annoncée et vont jusqu'à dire que l'abstention qui s'annonce sera sans incidence sur les quotas qui leur sont affectés.

Le RCD fut et reste le seul parti à avoir demandé la surveillance internationale massive et qualifiée qui constitue la condition sine qua non pour garantir une élection régulière et transparente à même de susciter mobilisation citoyenne et crédit politique. Pour autant, les partenaires étrangers de l'Algérie savent que les conditions d'un scrutin honnête ne sont pas réunies. Invités à la veille de l'opération de vote, les délégations de l'ONU et la fondation Carter ont décliné l'invitation des autorités algériennes. Le NDI et l'Union européenne, pour leur part, n'ont de cesse de préciser que leur mission se limite à l'observation et qu'ils ne sont aucunement mandatés pour la surveillance selon les standards internationaux car écartés de l'assainissement du fichier électoral.

C'est pourquoi :

- **s'engager dans cette élection, revient à se rendre complice de la normalisation de la société et contribuer objectivement à l'étouffement et à la répression de la contestation citoyenne ;**

- **s'engager dans cette élection, c'est se compromettre dans une fraude assumée et œuvrer à renforcer la dictature, la corruption et précipiter le chaos.**

Quant à prétendre vouloir initier de nouvelles perspectives au sein de l'Assemblée et résoudre les problèmes des citoyens, il y a lieu de rappeler que

Primo : La vulgarité et l'indécence avec lesquelles est conduite l'action publique ces dernières années ne laissent pas de choix à celles et ceux qui cultivent un minimum de bon sens et de patriotisme dans leurs engagements.

Le prélude des réformes annoncées, auxquelles les Algériens ne croient plus, a été la commission Bensalah et les lois avalées par le Parlement qui témoignent de la volonté de maintenir un statu quo qui dure depuis l'indépendance. Les nouveaux codes communal et de wilaya achèvent de réduire la mission de

**Par M^e Hakim Saheb,
Secrétaire national à
la communication du RCD.**

l'élu local à une fonction symbolique. La loi sur l'information entrave l'exercice de la profession journalistique et la promesse d'ouverture de l'audiovisuel est reniée sinon rattrapée par une réglementation qui ne tolère que le recyclage de l'argent sale des clientèles dans ce domaine.

L'autonomie des associations est obstruée par une loi liberticide et l'activité des partis politiques mise à mal par une tutelle omnisciente du ministère de l'intérieur. Ce qui n'a pas été fait durant un demi-siècle, ne peut l'être aujourd'hui avec les mêmes personnes, soutenues par des candidats dont une partie a eu, selon les échos rapportés par la presse, des démêlés avec la justice.

Deuzio : Affirmer que l'on peut régler les problèmes des citoyens et faire face à ce pouvoir despotique et corrompu de l'intérieur des institutions est une imposture. L'heure n'est ni aux marchandages ni aux tergiversations.

Malgré le risque de fraude, le RCD avait accepté par le passé de prendre part à des législatives lorsque le contexte géopolitique régional et la situation nationale ne présentaient pas d'autres alternatives que l'exploitation de la fonction tribunitienne du Parlement. Il faut signaler que les propositions et les initiatives (demandes de commissions d'enquête, débat sur la corruption, etc.) de l'opposition n'ont jamais connue de suite positive au sein de cette institution.

Le citoyen, lui-même, est arrivé à la légitime conviction que l'espace institutionnel n'est plus le lieu idoine où il peut exposer ses doléances, être entendu et, le cas échéant, être rétabli dans ses droits. Les Algériens, au rang desquels la jeunesse, ont irrémédiablement intégré que dans la conjoncture actuelle la violence culturelle d'un pouvoir oligarchique ne laisse pas d'autres choix que la construction d'un rapport de force qui transforme les innombrables contestations quotidiennes en dynamique alternative.

Tertio : Ceux qui appellent sournoisement, aujourd'hui, à la mobilisation contre l'islamisme et le péril vert sont ceux-là mêmes qui en ont, par le passé, encouragé l'émergence, soutenu le développement et couvert les abus pour les instrumentaliser contre les forces de progrès.

Politiquement, la participation revient à : accepter et pérenniser l'humiliation et l'injustice subies par notre peuple ; à cautionner et sauver un système politique ébranlé par les luttes populaires et citoyennes ; à continuer à dilapider le potentiel économique au service exclusif de relais et des clientèles du pouvoir et enfin, à trahir le sacrifice et le combat de la nouvelle génération d'après-guerre pour la démocratie, la réhabilitation identitaire, la justice sociale et le respect des droits de l'homme.

Tels sont les effets et les raisons de la participation aux élections du 10 mai. Ces dernières sont mises en œuvre avec les mêmes pratiques et visent les mêmes objectifs que ceux qui ont bridé le pays et marginalisé les forces vives de la Nation.

Les réactions de la population, notamment en Kabylie, et des syndicats autonomes et autres associations de la société civile sont exemplaires du rejet d'un marchandage dont les motivations réelles sont inavouables.

Le moment est venu pour tout un chacun de se déterminer face à un régime politique dont les échecs ont freiné l'épanouissement du destin national. L'élection du 10 mai est condamnée par le bilan de ses parrains. Elle ne doit pas condamner l'Algérie.

Pour les Algériens, se souviennent de novembre et de la Soummam, l'ultime combat commence le 11 mai. Il sera d'autant plus rapide et efficace si, comme cette campagne l'annonce, les centres de vote sont désertés le 10 mai par les citoyens.

H. S.